

## **Thème 2 – Idéologies, opinions et croyances en Europe et aux Etats-Unis de la fin du XIXe siècle à nos jours**

### **Question 1 – Socialisme et mouvement ouvrier**

#### **Cours**

### **Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875**

## **I Naissance et affirmation du socialisme et du mouvement ouvrier (1875-1918)**

### **1. La fondation du parti socialiste allemand**

- Le développement de l'idéologie socialiste et l'affirmation du mouvement ouvrier sont liés à la deuxième révolution industrielle, qui entraîne un exode rural et une urbanisation dans toute l'Europe, mais particulièrement en Allemagne. L'augmentation du nombre d'ouvriers est particulièrement importante vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Dès les années 1860, deux mouvements émergent : l'Association générale des travailleurs allemands (ADAV), créée par Ferdinand Lassalle et le Parti social-démocrate des travailleurs (SDAP), d'inspiration marxiste, fondé par Wilhelm Liebknecht et August Bebel. Il faut également compter avec la création de nombreuses associations et coopératives ouvrières, sans que l'on puisse encore parler d'un mouvement syndical unifié. Avant 1870, le mouvement ouvrier allemand est freiné par l'absence d'un Etat unifié mais également par le caractère autoritaire du régime après l'unification allemande.
- Ces mouvements aspirent à défendre une classe ouvrière de plus en plus nombreuse et se fondent sur la contestation du capitalisme libéral, l'idéologie dominante de la période, imposée par la bourgeoisie. Dès 1848, Karl Marx et Friedrich Engels dénoncent dans Le Manifeste du parti communiste l'exploitation du "prolétariat" par la bourgeoisie, détentrice du capital. Selon eux, il existe une lutte des classes devant permettre à terme à la classe ouvrière de renverser par la révolution l'ordre économique et social établi et de mettre en place une société sans classe et sans Etat. Cet idéal révolutionnaire inspire largement le mouvement ouvrier européen, et le mouvement ouvrier allemand en particulier.
- En 1875, le premier grand parti socialiste européen naît de la fusion officielle de l'ADAV et du SDAP, lors du congrès de Gotha. Le Parti socialiste des ouvriers allemands (SAP) se dote d'un programme révolutionnaire, mais propose également des réformes visant à améliorer la condition ouvrière, dans le cadre d'un Etat démocratique. On constate donc que dès ses débuts, le mouvement socialiste allemand est traversé par des divisions : une frange révolutionnaire se démarque d'éléments appelés réformistes - ou révisionnistes - largement critiqués par Karl Marx. En 1890, le SAP devient le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) sous l'impulsion d'August Bebel et l'année suivante, au congrès d'Erfurt, les propositions concrètes pour l'amélioration de la condition ouvrière sont formulées, bien que la ligne marxiste et révolutionnaire du parti soit confirmée sous l'impulsion de Karl Kautsky. Mais dans les années 1890, Eduard Bernstein théorise et renforce la voie réformiste du SPD, puisque ses idées deviennent majoritaires au sein du parti.

## 2. L'affirmation du socialisme et du syndicalisme

---

- La social-démocratie milite pour l'amélioration de la condition ouvrière, mais également pour une démocratisation de l'Etat. Certes, il existe dans l'Empire allemand un parlement élu au suffrage universel, le Reichstag, mais celui-ci peut être dissout par l'Empereur et le Chancelier qui détiennent le pouvoir exécutif. Le mouvement ouvrier se développe donc en même temps que les aspirations démocratiques. Le chancelier Bismarck ne s'y trompe pas, puisqu'il fait adopter en 1878 les "lois antisocialistes" interdisant le SPD et les syndicats. Pour tenter de se rallier la classe ouvrière, il fait également voter une série de lois sociales dans les années 1880-1890 : assurance sociale, assurance maladie, assurance vieillesse et invalidité, réduction du temps de travail des femmes et loi sur le repos hebdomadaire obligatoire. En 1890, il lève l'interdiction du SPD et le mouvement social-démocrate renaît.
- L'Allemagne se caractérise rapidement par la proximité entre le parti social-démocrate et le mouvement syndical, contrairement à la situation française par exemple. En 1892, le mouvement syndical allemand gagne en organisation avec l'unification des "syndicats libres" au sein de la Confédération nationale des syndicats, sous l'impulsion de Carl Legien, qui organise en 1902 la première conférence internationale syndicale. Les liens étroits noués entre le SPD et la Confédération sont une particularité allemande : les dirigeants syndicaux intègrent massivement la direction du SPD et de la même manière, les adhérents de la Confédération rejoignent les rangs du parti social-démocrate, créant ainsi une synergie entre le syndicat et le parti. Cette particularité renforce le sentiment de solidarité de classe au sein du mouvement ouvrier.
- Au début du siècle, le nombre de syndiqués dépasse 2,5 millions en Allemagne et on assiste à une multiplication des grèves dans le pays : plus de 800 en 1900, avec un pic supérieur à 3 000 mouvements de grève en 1906. A la veille de la Première guerre mondiale, le SPD est le parti politique le plus représenté au Reichstag - il obtient 35% des voix en 1912, soit plus que le Zentrum et le NLP réunis. Il soutient les gouvernements favorables à l'amélioration de la condition ouvrière dans plusieurs Etats de l'Empire allemand. C'est un parti de masse, très organisé à tous les échelons : dans les usines, les villes les länder ainsi qu'au niveau fédéral. Il travaille en étroite collaboration avec les organisations ouvrières affiliées à la Confédération nationale des syndicats, qu'il contribue d'ailleurs à financer. Toutefois, malgré l'unité officielle du mouvement ouvrier, la rupture perdure entre les partisans d'une stratégie réformatrice et les éléments les plus révolutionnaires.

## 3. L'épreuve de la Première Guerre mondiale et les divisions

---

- En 1914, le SPD et la Confédération syndicale se rangent derrière l'Union sacrée demandée à l'ensemble de la classe politique par l'Empereur Guillaume II. Tous les députés socialistes au Reichstag votent les crédits pour la guerre. Ce phénomène n'est pas propre à l'Allemagne, puisqu'en France également, le mouvement ouvrier rejoint l'Union sacrée dès le début du conflit. En Allemagne, malgré les restrictions imposées, le nombre de grève devient presque négligeable. Le réflexe patriotique l'a donc emporté sur la théorie marxiste, pacifiste et internationaliste, hostile à une guerre expansionniste menée au profit de la bourgeoisie. Ce choix d'une majorité des socialistes allemands se fait au prix d'une déchirure au sein du mouvement ouvrier.
- La frange révolutionnaire du parti, hostile à la stratégie réformatrice, dénonce le ralliement à la guerre de la majorité comme une trahison des idéaux révolutionnaires. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont exclus du SPD et forment en 1915 la " Ligue spartakiste ". Ils rejoignent les socialistes hostiles à la guerre au sein du Parti social-

démocrate indépendant fondé en 1917. Des représentants de ces formations participent aux conférences de Kienthal et Zimmerwald, organisées en Suisse par des socialistes européens favorables à une "paix blanche" et à la fin des hostilités. Ils sont particulièrement sensible à la propagande pacifiste menée par les bolchéviques après la révolution d'octobre 1917.

- La défaite de novembre 1918 entraîne l'abdication de Guillaume II. Le SPD est alors favorable à la mise en place d'une république parlementaire, tandis que l'USPD et surtout les spartakistes considèrent que la situation est favorable à une prise de pouvoir révolutionnaire. Les spartakistes fondent le Parti communiste d'Allemagne (KPD), selon le modèle défini par Lénine. En 1918-1919, une vague révolutionnaire se propage dans toute l'Allemagne : des conseils d'ouvriers et de soldats sont créés dans l'ensemble du pays et un mouvement de grève se développe. Le premier Président de la nouvelle République, Friedrich Ebert, et son ministre de la défense également social-démocrate, Gustav Noske, font réprimer ce mouvement par l'armée et les corps francs en novembre 1919. Luxembourg et Liebknecht sont assassinés le même mois. Cette répression est vécue par comme une trahison par une partie de la classe ouvrière et marque une rupture durable au sein de la gauche allemande.

## II De la division à l'anéantissement (1919-1945)

### 1. Le SPD et les conquêtes sociales sous la République de Weimar

---

- Durant les années 1920 et les années 1930, le SPD est au cœur des coalitions qui dirigent la République de Weimar, soit avec le Zentrum, soit avec les partis de centre-gauche, voire avec la droite modérée. C'est le principal parti de gouvernement. A ce titre, il parvient à la fois à réprimer les grèves révolutionnaires organisées par l'extrême-gauche qui peuvent éclater dans le pays, comme dans la Ruhr en 1920, et à mettre en place une politique sociale bénéficiant à la classe ouvrière. " C'est sous l'impulsion du SPD que la République de Weimar met en place des réformes sociales, principalement dans les années 1920 : la loi sur les 8 heures de travail, l'obligation des conventions collectives et des comités d'entreprises, l'assurance chômage, la hausse de la rémunération des heures supplémentaires ou la construction de logements sociaux subventionnés. Pour ce faire, il peut s'appuyer sur la Confédération générale syndicale allemande (ADGB), le principal syndicat du pays - environ 3 millions d'adhérents socialistes. Cette assise permet au SPD de surmonter la crise des années 1920, au cours de laquelle l'Allemagne compte plus d'un million de chômeurs et doit faire face à une hyperinflation.
- Cependant, le SPD est contesté sur sa droite comme sur sa gauche. La répression de la vague révolutionnaire a fait perdre au SPD près de la moitié de ses adhérents, même s'il demeure au début des années 1930 le premier parti de masse en Allemagne, avec près d'un million de membres - une partie de l'USPD l'a rejoint, après son éclatement. Il est accusé par la droite nationaliste d'avoir précipité la défaite de l'Allemagne (la théorie du " coup de poignard dans le dos ") et par l'extrême gauche d'avoir trahi la classe ouvrière. D'une façon générale, il incarne à la fois le réformisme de la République de Weimar et l'humiliation liée au "diktat de Versailles".

### 2. Socialisme et communistes pendant la crise

---

- Les communistes du KPD sont résolument dans l'opposition à la République de Weimar et la division de la gauche allemande dure pendant toutes les années 1920-1930. Le KPD est membre du Komintern, l'Internationale communiste créée en 1919 pour

soutenir le parti bolchévique en Russie et propager l'idéologie révolutionnaire au plan international. Le KPD est également un parti de masse, puisqu'il compte environ 300 000 adhérents dès le début des années 1920. En 1929, il fonde l'Opposition syndicale révolutionnaire (RGO), une centrale syndicale dont le but est de concurrencer la Confédération syndicale liée au SPD et d'organiser des grèves révolutionnaires dans le pays.

- La "bolchevisation" du KPD entraîne une division de la gauche allemande face à la montée du parti nazi (NSDAP), dont près de 30% des adhérents appartiennent à la classe ouvrière. A partir de 1928, le KPD adopte la tactique "classe contre classe" imposée par Moscou, qui empêche toute alliance avec les "partis bourgeois", dont le SPD socialiste, considéré comme "l'avant-garde du fascisme" par les révolutionnaires. Aux élections législatives de 1932, les candidats du KPD refusent toute alliance avec le SPD et c'est le parti nazi qui devient la première formation politique représentée au Reichstag, avec 33% des suffrages contre un peu plus de 20% au SPD et 16% au KPD.
- Le KPD participe enfin à l'instabilité politique qui secoue l'Allemagne et déstabilise le pays frappé par la crise des années 1930. Le nombre de chômeurs atteint les 6 millions, tandis que la violence politique s'installe : les militants communistes se livrent à des combats de rue avec les SA du parti nazi. Le SPD considère le KPD comme un danger, au même titre que le nazisme : ainsi, après l'interdiction d'une manifestation communiste le 1er mai 1929 à Berlin, le préfet socialiste de la ville fait réprimer les émeutes organisées par les militants communistes. Certains dirigeants du SPD voient dans la nomination d'Adolph Hitler au poste de chancelier, le 30 janvier 1933, la possibilité de débarrasser le pays du danger communiste. A l'inverse, les dirigeants du KPD pensent que l'accession du parti nazi au pouvoir peut être la condition d'une situation révolutionnaire qui leur serait propice. Au total, la division de la gauche allemande explique en partie la prise de pouvoir par les nazis.

### **3. Le mouvement ouvrier persécuté par le nazisme (1933-1945)**

- Parce qu'ils prônent la lutte des classes et divisent la nation, les partis politiques de gauche, les syndicats - mais également l'ensemble des partis républicains - sont considérés par les nazis comme des ennemis divisant le peuple (le Volk). S'il a compté des ouvriers parmi ses électeurs, et malgré son nom et ses premiers programmes en partie ouvriéristes, le parti nazi ne s'inscrit pas dans la perspective d'une défense de la classe ouvrière, c'est un parti ultranationaliste qui éliminera sa frange révolutionnaire en 1934, lors de la " nuit des longs couteaux " et pactisera avec les milieux de la grande industrie allemande." Aussi, dès son accession au pouvoir, Hitler s'acharne à réprimer le mouvement ouvrier. En février 1933, l'incendie du Reichstag est l'occasion de dénoncer le "complot communiste" et d'interdire le KPD. Le SPD - qui a refusé de voter les pleins pouvoirs à Hitler - et les autres partis républicains sont également dissouts dans la foulée, ainsi que les syndicats. En juillet, le NSDAP est le seul parti autorisé en Allemagne. Les chefs du KPD, du SPD et du mouvement syndical qui ne se sont pas exilés sont assassinés ou internés dans les premiers camps de concentration, comme celui de Dachau qui ouvre dès le mois de mars 1933. La plupart des artistes proches de l'extrême-gauche ou du mouvement ouvrier choisissent l'exil, comme le dramaturge Bertolt Brecht ou le peintre George Grosz. C'est également en exil, depuis Londres ou Moscou, que certains dirigeants du SPD et du KPD appellent à la résistance contre le nazisme.
- Le régime nazi va tenter d'encadrer la classe ouvrière, qui représente près du tiers de la population active allemande. Le Front allemand du travail, regroupant patrons et ouvriers, est censé servir de base à cet encadrement tout en maintenant intacte l'unité de

la nation. De même, les organisations de loisirs encadrées par les nazis, comme la Force par la Joie, sont censées s'adresser aux couches les plus populaires de la population. Enfin, les ouvriers sont mis en scène lors des grands congrès du parti nazi à Nuremberg destinés à servir la propagande du régime. Pour les historiens, le régime nazi ne sera pas parvenu à endoctriner la classe ouvrière, sans que celle-ci ne représente une force de résistance en Allemagne. L'attitude de la majorité des ouvriers allemands se caractérise pendant la période par l'attentisme et l'apathie sur le plan politique.

### **III Depuis 1945 : le mouvement ouvrier dans les deux Allemagnes et après la réunification**

#### **1. Socialisme et syndicalisme en Allemagne de l'Ouest de 1945 à 1990**

---

- Après la défaite de l'Allemagne nazie, les Alliés souhaitent rétablir une vie démocratique dans leurs zones d'occupation en Allemagne. Les partis politiques renaissent, SPD, KPD et démocrates-chrétiens de la CDU qui dominent la vie politique ouest-allemande pendant cette période. En 1956, le KPD est interdit, car jugé trop proche de la RDA communiste, dans un contexte de guerre froide. En 1959, au congrès de Bad-Godesberg, le SPD adopte une orientation résolument réformiste, abandonnant l'essentiel de la doctrine marxiste : le manifeste du congrès insiste sur les valeurs chrétiennes et humanistes du parti, qui se rallie à l'économie de marché. Au pouvoir à partir de 1969 avec Willy Brandt, puis Helmut Schmidt, le SPD devient un véritable parti de gouvernement, même s'il connaît une perte d'influence dans les années 1980. Il revient au pouvoir en 1988 avec l'élection du Chancelier Gerhard Schröder, dans une alliance avec les Verts.
- Le mouvement syndical allemand se caractérise également par son réformisme, si on le compare avec d'autres syndicats européens. La Confédération allemande des syndicats (DGB), un syndicat unique très puissant, regroupe 16 fédérations d'industries au sein d'une grande centrale, la FDGB. La plupart des conflits avec le patronat se règlent par la négociation et, en 1952, le syndicalisme allemand prend une place importante dans l'économie du pays : la loi sur la cogestion impose une présence des salariés au sein des conseils de surveillance des entreprises de plus de 2 000 employés. Parmi ces sièges, une large partie est réservée aux représentants syndicaux. D'une façon générale, le taux de syndicalisation est plus élevé en Allemagne que dans d'autres pays européens, ce qui permet aux syndicats d'adopter une culture de la négociation et de peser sur les réformes politiques en faveur des ouvriers et employés.
- L'extrême-gauche rejette ce renoncement aux fondements révolutionnaires. Elle milite dans les années 1960-1970 pour un renversement du système capitaliste, le droit des femmes, le pacifisme, etc. Dans les années 1960, l'Opposition extra-parlementaire (APO), fondée par des étudiants, dénonce ce qu'elle considère comme une trahison de la social-démocratie. Cette opposition est minoritaire, mais influente dans les milieux étudiants. Elle prend parfois une expression violente avec des groupes terroristes souhaitant renverser le pouvoir par la lutte armée, comme la Fraction Armée rouge (RAF), également connue sous le nom de "bande à Baader" ou "groupe Baader-Meinhof", dans les années 1970 (les "années de plomb"). Ce groupuscule pratique des actions terroristes, comme les assassinats de dirigeants de grandes entreprises.

#### **2. Le mouvement ouvrier en RDA (1949-1989)**

---

- Dans la zone d'occupation soviétique, la création de la RDA en 1949 entraîne la fusion du SPD et du KPD et donne naissance au Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED).

Le mythe d'une fusion volontaire née de la volonté des travailleurs allemands unis dans la lutte contre le nazisme est largement relayé par la propagande est-allemande, mais cette fusion est clairement la volonté des autorités soviétiques d'imposer leur modèle dans cette nouvelle démocratie populaire. Le SED fonctionne selon le principe du "centralisme démocratique" et est étroitement subordonné au Kominform - donc à Moscou et au PCUS. Il compte entre 1 et 2,5 millions d'adhérents au cours de la période.

- Le pouvoir communiste met également le mouvement syndical en coupe réglée, avec la création de la Fédération libre des syndicats d'Allemagne (FDGB), totalement contrôlée par le SED. Comme pour le parti, le syndicat est doté d'institutions inspirées de la doctrine marxiste-léniniste. La grève est interdite et l'insurrection qui éclate en 1953 dans plusieurs villes d'Allemagne de l'Est et à Berlin-Est est réprimée : le régime est-allemand fait appel à l'Armée Rouge. Le rôle du syndicalisme au sein du totalitarisme communiste de la RDA n'est donc plus la défense des travailleurs, mais un simple contrôle des ouvriers par un organisme contrôlé par un Etat censé œuvrer au nom de la classe ouvrière.
- Le modèle soviétique s'impose en RDA, tant sur le plan social qu'économique - étatisation des moyens de production, planification, etc. Le parti unique et la police politique, la Stasi, encadrent étroitement une société dans laquelle toute contestation sociale fait l'objet d'une répression. Officiellement égalitaire, la société est-allemande est en fait dominée, comme dans les autres dictatures communistes, par une classe d'apparatchiks, soutiens du régime et bénéficiant de privilèges liés à leur fonction politique. Toutefois, les travailleurs est-allemands ont droit, au moins en théorie, à des avantages sociaux - soins médicaux gratuits, crèches, etc. Il n'en reste pas moins que le régime communiste de la RDA demeure jusqu'à l'effondrement du mur de Berlin en 1989 l'une des dictatures les plus dures en Europe de l'Est. C'est ainsi que le dirigeant Erich Honecker, qui succède à Walter Ulbricht, refuse de suivre les réformes proposées à partir de 1985 par le dirigeant soviétique Gorbatchev.

### **3. Socialisme et syndicalisme depuis la réunification (de 1990 à nos jours)**

- La réunification de l'Allemagne en 1990 marque un certain effacement des communistes, même si le SED, devenu Parti du socialisme démocratique (PDS) conserve une certaine influence dans les anciens Länder d'Allemagne de l'Est. Le SPD doit s'adapter à un nouveau contexte économique et social : le poids et le coût de la réunification, la construction européenne, la tertiarisation continue de la population active allemande, la montée du chômage et les nouvelles contraintes liées à la mondialisation. La gauche dans son ensemble souffre du discrédit lié à l'échec de l'expérience du "socialisme réel" en Allemagne de l'Est. A partir de 2000, le Chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, à la tête d'une coalition regroupant les socialistes et les Verts, lance une nouvelle stratégie, celle du "nouveau centre" (Neue Mitte). Non seulement la social-démocratie allemande a accepté l'économie de marché, mais la politique économique de Schröder est ouvertement libérale. Le Chancelier va plus loin à partir de 2003 avec une série de réformes baptisées "Agenda 2010" et visant à redonner de la compétitivité aux entreprises allemandes : élaborées avec Peter Hartz, le PDG de Volkswagen, ces mesures réduisent la protection sociale, allongent la durée de temps de travail et créent une forte flexibilité de l'emploi au sein des entreprises. Ces réformes sont saluées par le centre-droit, mais les Verts et la gauche allemande les considèrent comme une trahison. En 2007, un nouveau parti émerge à gauche face au SPD, rassemblant des déçus du SPD et d'anciens communistes : Die Linke ("La Gauche"), dirigé par Oskar Lafontaine, dénonce le capitalisme libéral, la financiarisation de l'économie et la précarisation des

travailleurs allemands.

- Au cours de la même période, l'Allemagne connaît comme d'autres Etats européens une crise de la représentation syndicale. Les années 2000 marquent la fin des syndicats uniques et puissants et l'éclatement du syndicalisme en revendications catégorielles. Le nombre de syndiqués poursuit sa chute, passant de 12 millions en 1991 à 7 millions au début des années 2000. Cette baisse est particulièrement sensible dans le secteur des services. Elle s'explique par le nouveau contexte issu de la mondialisation et de l'ouverture des économies évoqué plus haut. L'Allemagne connaît à nouveau des mouvements de grèves massifs, comme en 2007 dans le secteur des transports publics.

## ANNEXES (documents à étudier en classe)

### Document 1 : extraits du programme du Parti socialiste ouvrier d'Allemagne (Gotha, 1875)

Le travail est la source de toute richesse et de toute culture, et comme en général le travail productif n'est possible que par la société, son produit intégral appartient à la société, c'est-à-dire à tous les membres de celle-ci, tous devant participer au travail, et cela en vertu d'un droit égal, chacun recevant selon ses besoins raisonnables.

Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole de la classe capitaliste ; l'état de dépendance qui en résulte pour la classe ouvrière est la cause de la misère et de la servitude sous toutes ses formes.

L'affranchissement du travail exige la transformation des instruments de travail en patrimoine commun de la société et la réglementation, par la communauté, du travail collectif ; avec affectation d'une partie du produit aux besoins généraux et partage équitable du reste. L'affranchissement du travail doit être l'œuvre de la classe ouvrière, en face de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une masse réactionnaire.

Partant de ces principes, le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne s'efforce, par tous les moyens légaux, de fonder l'État libre et la société socialiste, de briser la loi d'airain des salaires par la destruction du système du travail salarié, d'abolir l'exploitation sous toutes ses formes, d'éliminer toute inégalité sociale et politique.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, bien qu'il agisse tout d'abord dans le cadre national, a conscience du caractère international du mouvement ouvrier, et il est résolu à remplir tous les devoirs qui s'imposent de ce fait aux travailleurs en vue de réaliser la fraternité de tous les hommes.

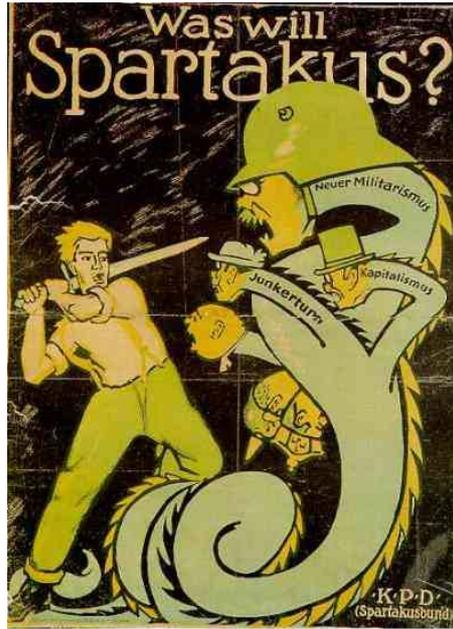
Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne réclame, pour préparer les voies à la solution de la question sociale, l'établissement de sociétés ouvrières de production avec l'aide de l'État, sous le contrôle démocratique du peuple travailleur. Les sociétés de production doivent être suscitées dans l'industrie et l'agriculture avec une telle ampleur que l'organisation socialiste de l'ensemble du travail en résulte.

### Document 2 : la rupture entre socialistes allemand (1919)

*Rosa Luxemburg écrit cet article à la veille de son assassinat, le 14 janvier 1919.*

"L'ordre règne à Berlin", proclame avec des cris de triomphe la presse bourgeoise, tout comme les Ebert et les Noske, tout comme les officiers des "troupes victorieuses" que la racaille petite-bourgeoise accueille dans les rues de Berlin en agitant des mouchoirs et en criant : "Hourrah !" Devant l'histoire mondiale, la gloire et l'honneur des armes allemandes sont saufs. Les lamentables vaincus des Flandres et de l'Argonne ont rétabli leur renommée en remportant une victoire éclatante... sur les 300 " Spartakistes " du Vorwärts. Les exploits datant de la glorieuse invasion de la Belgique par des troupes allemandes, les exploits du général von Emmich, le vainqueur de Liège, pâlisent devant les exploits des Reinhardt et Cie dans les rues de Berlin. Assassinat de parlementaires venus négocier la reddition du Vorwärts et que la soldatesque gouvernementale a frappés à coups de crosse, au point que l'identification des corps est impossible, prisonniers collés au mur, dont on a fait éclater les crânes et jaillir la cervelle : qui donc, en présence de faits aussi glorieux pourrait encore évoquer les défaites subies devant les Français, les Anglais et les Américains ? L'ennemi, c'est " Spartacus " et Berlin est le lieu où nos officiers s'entendent à remporter la victoire. Et le général qui s'entend à organiser ces victoires, là où Ludendorff a échoué, c'est Noske, l' "ouvrier" Noske.

**Document 3 : " Que veut Spartakus ? ", affiche du KPD, créé en 1919**



Junkertum : noblesse foncière

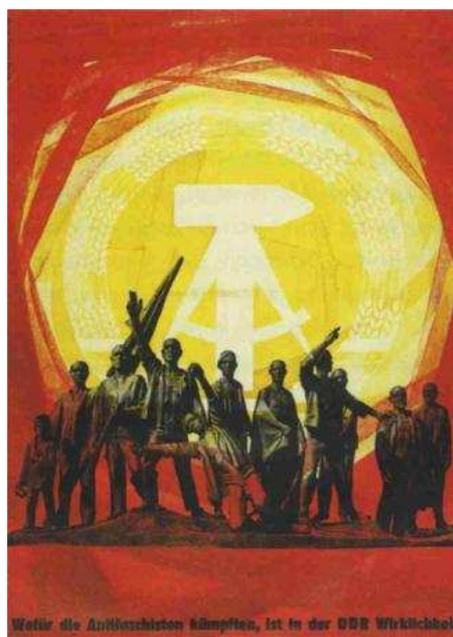
**Document 4 : extraits du préambule de la Constitution de la RDA (octobre 1949)**

Art. 9 : L'économie de la RDA trouve son fondement dans la propriété socialiste des moyens de production [...]

Art. 12 : Les richesses du sous-sol, les mines, les centrales énergétiques, les barrages et les eaux, les richesses naturelles du socle continental, les banques et les sociétés d'assurance, les fermes d'État, les moyens de communication, les chemins de fer, les moyens de transport de la navigation aérienne et maritime, les installations des postes et des télécommunications sont propriété du peuple.

La propriété privée de ces biens est inadmissible.

**Document 5 : affiche de propagande, RDA, 1960**



"Ce pour quoi les antifascistes en RDA combattirent est réalité"

### Document 6 : Bad-Godesberg, la réforme du SPD (1959)

Le SPD et le parti de la liberté de l'esprit. Il est une communauté d'hommes qui proviennent d'horizons de pensée différents. Leur accord repose sur des valeurs communes et sur les mêmes buts politiques. [...]

C'est à tort que les communistes se réclament de la tradition socialiste. En réalité, ils ont falsifié ces idées. Le socialiste veut réaliser la liberté et la justice alors que les communistes profitent des déchirements de la société pour imposer la dictature de leur parti. [...]

Le SPD se reconnaît dans la démocratie dans lequel le pouvoir procède du peuple tandis que le gouvernement est responsable devant le Parlement. En démocratie, les droits des minorités doivent être protégés face à ceux de la majorité. [...]

Le but de la politique économique du SPD est l'accès à une prospérité croissante pour le plus grand nombre. [...] Le libre choix de consommer, d'accepter un emploi est le fondement décisif de notre système ; la libre-entreprise et la libre concurrence sont des éléments importants de la politique économique sociale-démocrate : la concurrence autant que possible, la planification autant que nécessaire !

Tout travailleur, employé ou fonctionnaire, doit avoir le droit de s'affilier à un syndicat. [...] Les syndicats luttent pour que les actifs recueillent davantage de fruits de leur travail ainsi que le droit à la cogestion.

Extraits du programme adopté par le SPD au congrès de Bad-Godesberg, RFA, 13-15 novembre 1959.  
Traduit par F. Munier.

### Document 7 : une manifestation contre le SPD, 2004



### Document 8 : Die Linke, une gauche plus radicale

Le nouveau parti "La Gauche" (Die Linke) réalise une percée impressionnante : avec plus de 12% des voix, il réalise un excellent score au niveau fédéral, qui devrait lui permettre d'obtenir près de 80 sièges sur les 600 que compte le Parlement allemand.

Codirigé par l'ancien chef de file des sociaux-démocrates Oskar Lafontaine, le parti rassemble une alliance parfois hétéroclite de communistes de l'ex-RDA, de militants associatifs ou syndicaux, et de transfuges du SPD. Situé "à la gauche de la gauche", Die Linke a fait campagne sur des revendications sociales fortes : salaire horaire minimum de dix euros, baisse d'impôts pour les revenus les plus faibles, création d'un impôt pour les grosses fortunes et nationalisation des banques.

Le parti siège dans 11 des 16 Länder et bénéficie de la désaffection des électeurs traditionnels du SPD. Chez les chômeurs qui votaient traditionnellement pour les sociaux-démocrates, Die Linke est devenu le premier parti, avec 26% Le Monde, 27 septembre 2009.